



# Pour la libération de Louisa Hanoune, de Lakhdar Bouregaâ et de tous les détenus d'opinion en Algérie !

**D**epuis le début du soulèvement du peuple algérien en février dernier, des dizaines et des dizaines de militants ont été emprisonnés en raison de leurs positions et actions politiques.

Le 20 juin dernier, des rassemblements se tenaient devant l'ambassade d'Algérie à Paris, devant les consulats de douze autres villes du pays et devant des dizaines d'ambassades et de consulats dans le monde entier pour exiger la libération de Louisa Hanoune, secrétaire générale du Parti des travailleurs, détenue depuis le 9 mai. L'arrestation d'une responsable d'un parti en raison de son action politique, une première depuis la décennie noire ! C'est une menace contre l'existence des partis.

Louisa Hanoune est connue depuis des années pour ses prises de position et son combat intransigeant pour la défense de la démocratie, des libertés, des droits des femmes, et toujours du côté des peuples et des opprimés. L'exigence de sa libération est portée par des personnalités, des responsables, des organisations syndicales, politiques, de défense des droits de l'homme dans quatre-vingt-treize pays (plus de douze mille signatures en France).

Alors que le militant des droits de l'homme Hadj Ghermoul a croupi en prison près de six mois pour le seul tort d'avoir brandi une pancarte disant « Non au 5<sup>e</sup> mandat de Bouteflika », l'opinion publique a appris

avec effroi, fin mai, le décès du docteur Kamel-Eddine Fekhar en prison, militant de la Ligue pour la défense des droits de l'homme.

Depuis, ce sont des dizaines et dizaines de jeunes, dont Samira Messouci, élue du Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD) à Tizi Ouzou, qui ont été emprisonnés pour le seul port du drapeau amazigh (berbère).

L'arrestation de Lakhdar Bouregaâ, héros de la lutte de libération nationale de l'Algérie, l'un des fondateurs du Front des forces socialistes (FFS), marque un degré de plus dans la volonté de terroriser la population algérienne, qui aspire à prendre son destin en main.

Celle, il y a quelques jours, de Karim Tabbou, coordinateur de l'UDS, fait de lui le deuxième responsable politique après Louisa Hanoune à être incarcéré.

L'exigence de la libération de tous les détenus politiques et d'opinion est une revendication au cœur des manifestations massives du peuple algérien, comme cela a été le cas lors de celles du vendredi 5 juillet, date anniversaire de l'indépendance de l'Algérie.

Pour soutenir les Algériens et exiger la libération de Louisa Hanoune, de Lakhdar Bouregaâ et de tous les détenus pour délit d'opinion,

Dans la continuité des initiatives du 20 juin dernier,

## Rassemblement devant l'ambassade d'Algérie à Paris jeudi 26 septembre, à 18 heures

**À L'ANGLE DE LA RUE DE MESSINE ET DE L'AVENUE DE MESSINE  
(métro ligne 2, stations Courcelles ou Monceau)**